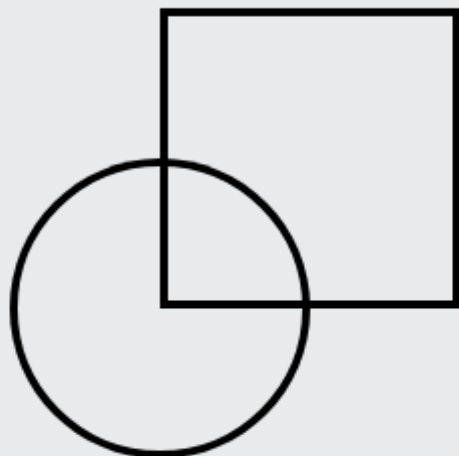




FICHE PAYS N°8 – La Ligne Fine



LA LIGNE FINE

Institut

Angola



Auteurs : Violette MAZARD
Date de publication : 25 août 2026





Données clés

Nom officiel : République d'Angola

Capitale : Luanda

Population : 37,8 millions d'habitants en 2025¹

Superficie : 1 246 700 km²

Langue officielle : Portugais ; plusieurs langues nationales sont largement parlées

Pays frontaliers : RDC, République du Congo via Cabinda, Zambie et Namibie ; façade atlantique.

Monnaie : Kwanza (AOA)

Régime politique : République à régime présidentiel.

Président : João Manuel Gonçalves Lourenço, en fonction depuis 2017 et réélu en 2022. Prochaines

élections générales prévues en 2027

Vice-présidente : Esperança da Costa, en fonction depuis septembre 2022

Parti au pouvoir : Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA)², au pouvoir depuis l'indépendance en 1975

PIB : 122,17 Md USD en 2025³

Croissance : 3,1 % en 2025⁴

Inflation : 20,2 % en moyenne en 2025 ; 12,4 % en mars 2026⁵

Chômage : 21,3 % au premier trimestre 2026 selon l'Instituto Nacional de Estatística (INE).

Dette publique : Environ 53,5 % du PIB en 2025⁶

¹ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (s. d.). *Présentation de l'Angola*. France Diplomatie.

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/information-par-pays/angola/presentation-de-l-angola>

² Movimento Popular de Libertação de Angola

³ Banque mondiale. (s. d.). *PIB (\$ US courants) – Angola*.

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?locations=AO>

⁴ International Monetary Fund. (2026, 1 mai). *IMF Executive Board concludes 2026 Article IV consultation with Angola*.

<https://www.imf.org/en/news/articles/2026/05/01/pr26135imf-executive-board-concludes-2026-article-iv-consultation-with-angola>

⁵ International Monetary Fund. (2025, 17 décembre). *Angola: IMF staff completes 2025 Article IV consultation mission*.

<https://www.imf.org/en/news/articles/2025/12/17/pr-25428-angola-imf-staff-completes-2025-article-iv-consultation-mission>

⁶ International Monetary Fund. (2025, 17 décembre). *Angola: IMF staff completes 2025 Article IV consultation mission*.

<https://www.imf.org/en/news/articles/2025/12/17/pr-25428-angola-imf-staff-completes-2025-article-iv-consultation-mission>

1. Synthèse exécutive

L'Angola est une puissance régionale en consolidation. Sa trajectoire repose sur trois piliers : une rente hydrocarbure encore déterminante, une stabilité politique construite depuis la fin de la guerre civile en 2002 et une volonté croissante de projection diplomatique en Afrique centrale et australe. Le pays dispose d'une profondeur territoriale importante, d'une façade atlantique, de ressources pétrolières et gazières majeures et d'un rôle régional renforcé par son implication dans les dossiers des Grands Lacs.

Cette puissance reste cependant contrainte. L'économie demeure fortement dépendante du pétrole et du gaz, alors que l'inflation, le chômage, la dette, les tensions sociales et la volatilité du kwanza limitent la capacité de transformation. Le défi n'est donc plus seulement de préserver la stabilité acquise depuis 2002, mais de diversifier l'économie nationale et d'en faire bénéficier la population à travers des politiques sociales.

Le système politique reste dominé par le MPLA, au pouvoir depuis l'indépendance. João Lourenço, président depuis 2017 et réélu en 2022, conduit une séquence de continuité politique. Les élections générales de 2027 constituent le principal rendez-vous politique à moyen terme. La préparation du scrutin est déjà engagée par la Commission nationale électorale, qui a autorisé en 2026 la production de matériel électoral.

Sur le plan international, l'Angola cherche à accroître son autonomie et son influence sans rompre avec ses grands partenaires. La Chine reste son principal débouché d'exportation, tandis que l'Union européenne, les États-Unis, l'Inde, le Royaume-Uni et la Corée du Sud figurent parmi les partenaires commerciaux importants. Luanda joue également un rôle diplomatique dans les crises régionales, notamment autour de la République démocratique du Congo (RDC).

L'Angola est un État stable mais encore vulnérable à la rente. Sa trajectoire 2026-2030 dépendra de sa capacité à transformer ses ressources énergétiques et minières en diversification, à réduire les fragilités sociales et à convertir son poids diplomatique régional en influence durable.

2. Repères historiques stratégiques

L'histoire contemporaine de l'Angola explique largement la structure actuelle de son pouvoir, la centralité du MPLA et la priorité accordée à la stabilité.

La colonisation portugaise a organisé l'économie et les infrastructures autour d'un modèle extractif et côtier. Les mouvements nationalistes se structurent au XXe siècle, notamment autour du MPLA, du Front national de libération de l'Angola (FNLA)⁷ et de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA)⁸. L'indépendance est proclamée le 11 novembre 1975, dans un contexte de rivalités internes et d'affrontement international.

La guerre civile qui suit l'indépendance oppose principalement le MPLA et l'UNITA. Elle devient l'un des conflits majeurs de la guerre froide en Afrique australe, avec des soutiens extérieurs concurrents : le MPLA, qui prend le contrôle de Luanda, est appuyé par l'URSS et par Cuba, tandis que l'UNITA reçoit le soutien des États-Unis et de l'Afrique du Sud de l'apartheid, faisant de ce conflit un affrontement indirect de la guerre froide sur le sol angolais.

⁷ Frente Nacional de Liberacao de Angola

⁸ Uniao Nacional para a Independencia Total de Angola



La FNLA, présente dès les premières heures de l'indépendance, s'efface progressivement du rapport de force militaire, qui se concentre ensuite sur l'affrontement MPLA-UNITA. La guerre prend fin le 22 février 2002 avec la mort au combat du chef de l'UNITA, Jonas Savimbi, près de Luena. Cette disparition ouvre la voie à un cessez-le-feu général quelques semaines plus tard, après vingt-sept ans d'un conflit qui a fait plus de 500 000 morts. La fin de la guerre en 2002 constitue une rupture fondamentale : elle permet la reconstruction, la consolidation de l'État et la montée en puissance du secteur pétrolier.

La période post-2002 est dominée par le MPLA et par José Eduardo dos Santos jusqu'en 2017. João Lourenço lui succède en 2017. Son arrivée ouvre une phase de réformes et de lutte contre la corruption, tout en maintenant la continuité institutionnelle du MPLA.

La période 2022-2026 est marquée par une volonté de diversification économique, par la poursuite de la consolidation macroéconomique et par une affirmation diplomatique plus forte. La présidence de l'Union africaine exercée par João Lourenço de février 2025 à février 2026 a renforcé cette visibilité.

L'Angola contemporain reste structuré par la mémoire de la guerre civile, la centralité de l'État et du MPLA, et la recherche d'un équilibre entre stabilité politique et transformation économique.

3. Structure politique actuelle

L'Angola est une république à régime présidentiel. Le président de la République occupe une place centrale dans l'exécutif et dans l'orientation générale de la politique nationale. João Lourenço exerce cette fonction depuis 2017 et a été réélu en 2022.

Le MPLA demeure le parti au pouvoir. Il dirige l'État depuis l'indépendance de 1975. L'UNITA constitue la principale force d'opposition et avait fortement progressé lors des élections générales de 2022, où elle a obtenu 43,95 % des suffrages contre 51,17 % pour le MPLA, l'écart le plus resserré depuis l'indépendance du pays. Le paysage politique reste donc dominé par une logique de continuité du pouvoir, mais avec une opposition institutionnelle significative, ce qui fait des élections de 2027 une échéance particulièrement disputée.

Le principal horizon politique est le scrutin général de 2027 et la CNE prépare officiellement cette échéance. La stabilité politique est réelle au regard de l'histoire récente du pays, mais elle ne signifie pas l'absence de tensions comme le notifie France Diplomatie. En effet, des manifestations régulières et des violences ont notamment été recensées lors de certaines mobilisations en juillet 2025. À l'approche de 2027, le coût de la vie, le chômage et les attentes sociales constituent des facteurs à surveiller.

Le système angolais est robuste dans la continuité institutionnelle, mais son principal test sera sa capacité à gérer une compétition électorale sous contrainte sociale et économique. L'enjeu n'est pas seulement l'alternance éventuelle ; il est aussi la capacité du pouvoir à préserver la stabilité tout en répondant aux frustrations sociales.



4. Structure économique

L'économie angolaise repose sur un modèle rentier dont le pétrole et le gaz constituent encore le socle, mais l'Angola dispose aussi de divers autres ressources (diamants, de l'huile de palme, du cacao et divers autres minerais), qui offrent des relais de diversification encore sous-exploités. Le PIB a atteint 122,17 milliards de dollars en 2025 selon la Banque mondiale. La croissance réelle, après un pic de 4,4 % en 2024 porté par le rebond du secteur pétrolier, s'est ralentie à 3,1 % en 2025 selon la Banque mondiale, sous l'effet du repli des cours mondiaux du pétrole.

La croissance récente ne repose toutefois pas uniquement sur les hydrocarbures. L'INE relève en 2025 une progression de secteurs tels que l'information-communication, l'industrie manufacturière, l'extraction de diamants et autres minerais. Cette évolution confirme l'existence d'un mouvement de diversification, mais celui-ci reste encore insuffisant pour réduire fortement la dépendance à la rente.

L'inflation demeure un risque majeur. Elle s'est établie à 20,2 % en moyenne en 2025 selon la Banque mondiale, avant de ralentir à 12,4 % en mars 2026 selon le FMI. Le chômage atteint 21,3 % au premier trimestre 2026 selon l'INE. Ces données traduisent une tension entre amélioration macroéconomique et faiblesse de l'insertion économique.

La dette publique représentait environ 53,5 % du PIB en 2025 selon le FMI. La politique économique cherche à renforcer la stabilité macroéconomique, diversifier les sources de croissance, améliorer la gouvernance et réduire la dépendance au pétrole.

Le commerce extérieur reste très excédentaire : l'Angola a exporté environ 39,25 milliards de dollars de biens en 2024 contre 13,95 milliards d'importations. La Chine représentait 41,4 % des exportations angolaises en 2024. L'Union européenne représentait 29,7 % des importations, devant la Chine, le Royaume-Uni, l'Inde et les États-Unis.

L'Angola n'est pas dépourvu de ressources ; sa vulnérabilité tient à la concentration de sa capacité exportatrice et budgétaire sur les hydrocarbures. La question stratégique est donc celle du passage d'une économie de rente à une économie plus productive et diversifiée.

5. Énergie et rente stratégique

L'énergie constitue le cœur de la puissance économique angolaise puisque l'Angola représente 1/3 de la production subsaharienne. Le pétrole et le gaz dominent les exportations et conditionnent une part importante des recettes publiques (20% du PIB ET 95% des exportations). Cette position donne à Luanda une capacité de financement et une influence extérieure, mais l'expose directement aux cycles internationaux des prix et de la demande.

L'Angola illustre ainsi un paradoxe fréquent chez les États rentiers : c'est l'un des pays les plus riches d'Afrique en termes de ressources pétrolières, longtemps compté parmi les fournisseurs importants des États-Unis (1/4 des approvisionnements pétroliers des USA), mais sa population figure parmi les plus pauvres du continent. Les hydrocarbures représentent, selon les années, de l'ordre d'un cinquième du PIB et la quasi-totalité des recettes d'exportation. Cette concentration constitue ce que l'on appelle une vulnérabilité à la volatilité : le schéma économique et budgétaire du pays reste directement suspendu au prix du pétrole, et un repli prolongé des cours suffirait à fragiliser l'ensemble de l'équilibre macroéconomique.

La Chine occupe une place centrale dans cette architecture : elle est le principal débouché des exportations angolaises. Cette relation est à la fois commerciale, financière et stratégique.



Elle permet à l'Angola de disposer d'un partenaire majeur, mais crée aussi une dépendance à un nombre limité de marchés.

La diversification constitue donc l'enjeu énergétique central. Elle suppose de préserver les capacités pétrolières et gazières tout en développant les activités non pétrolières : agriculture, agroalimentaire, industrie, mines, infrastructures, numérique et services.

Les ressources minières, notamment les diamants, constituent un second levier. La croissance de l'extraction de diamants et d'autres minerais observés en 2025 confirme leur importance dans la stratégie de diversification. Mais les activités extractives doivent être accompagnées d'une amélioration de la gouvernance, de la transformation locale et des infrastructures.

La rente donne du temps à l'Angola, mais ce temps doit être utilisé pour construire une économie moins vulnérable aux hydrocarbures. La diversification n'est pas seulement une politique économique ; elle constitue une politique de souveraineté.

6. Positionnement international

La diplomatie angolaise est structurée par une logique de puissance régionale pragmatique. Le pays cherche à jouer un rôle actif en Afrique centrale et australe tout en maintenant des relations diversifiées avec les puissances économiques mondiales.

Le premier cercle est régional. L'Angola est membre de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et participe aux mécanismes liés à la région des Grands Lacs. Les relations avec la RDC, la République du Congo, la Zambie, la Namibie et l'Afrique du Sud sont structurantes pour sa sécurité, ses échanges et sa projection régionale. Cette position s'appuie sur une combinaison d'atouts : les ressources pétrolières, la façade maritime, des infrastructures de transport en développement et un accès privilégié aux zones minières de la RDC et de la Zambie, qui font de l'Angola un point de jonction entre l'Afrique centrale continentale et l'Atlantique.

Le deuxième cercle est celui de l'Afrique des Grands Lacs. L'Angola a joué un rôle diplomatique important dans les efforts de médiation, notamment entre la RDC et le Rwanda dans le cadre des tensions liées à l'est de la RDC, João Lourenço s'y étant positionné comme médiateur régional. La présidence de l'Union africaine exercée par João Lourenço entre février 2025 et février 2026 a également renforcé sa visibilité continentale.

Le troisième cercle est celui des partenaires économiques mondiaux. La Chine est le principal débouché des exportations. L'Union européenne, le Royaume-Uni, l'Inde, les États-Unis et la Corée du Sud figurent également parmi les partenaires commerciaux importants. Cette diversification permet à Luanda d'éviter une dépendance diplomatique exclusive.

Ce jeu de partenaires reflète une stratégie d'alliances que des think tanks comme Chatham House qualifient de non-alignement et de multipolarité. La Chine demeure un partenaire historique de premier plan, notamment via des dizaines de milliards de dollars de prêts accordés depuis 2000 pour les infrastructures, le logement et le secteur pétrolier, ce qui fait de l'Angola l'un des tout premiers bénéficiaires africains des financements chinois. La Russie conserve une relation ancienne, en particulier sur les questions de défense et de formation militaire, héritée de l'époque où l'URSS et Cuba soutenaient le MPLA pendant la guerre civile, mais Luanda cherche aujourd'hui à en réduire la centralité. Les États-Unis sont de plus en plus considérés comme un partenaire stratégique, en particulier autour du corridor de Lobito. Cette diversification s'étend aussi à la France, à la Turquie, au Portugal, aux Émirats arabes unis et au Brésil, dans une logique d'affirmation comme puissance moyenne.



Cette diplomatie s'appuie aussi sur un atout maritime. Le port de Luanda, l'un des plus importants de la région, donne à l'Angola une façade directe sur le golfe de Guinée. Cet espace se positionne sur des routes maritimes reliant l'Europe et l'Asie, ce qui confère au pays un intérêt stratégique qui dépasse le seul cadre régional et en fait un point d'appui logistique potentiel pour les puissances extérieures.

Le corridor de Lobito illustre cette dimension géoéconomique. Cette liaison ferroviaire relie le port angolais de Lobito à la République démocratique du Congo et à la Zambie, permettant d'acheminer vers l'Atlantique les minerais critiques de la région du Copperbelt, notamment le cuivre et le cobalt. Son développement est soutenu par les États-Unis et par l'Union européenne, qui a mobilisé plus de deux milliards d'euros d'investissement dans le cadre de sa stratégie Global Gateway. Ce projet dépasse le strict cadre logistique : il constitue à la fois un enjeu économique et un enjeu géopolitique, dans un contexte de concurrence accrue entre la Chine, les États-Unis et l'Union européenne pour l'accès aux matières premières stratégiques d'Afrique centrale et australe, ainsi que, plus largement, entre les États-Unis et la Chine pour l'accès aux ressources pétrolières et minières angolaises.

Le quatrième cercle est multilatéral. L'Angola est membre de l'ONU depuis le 1er décembre 1976 et participe à de nombreux mécanismes africains et internationaux.

L'Angola dispose d'une capacité d'influence supérieure à ce que suggère son seul poids économique. C'est précisément la définition d'une puissance moyenne (middle power) retenue par l'European Council on Foreign Relations : un État capable d'exercer une influence supérieure à son poids économique ou démographique. Son principal potentiel est de devenir un acteur de médiation et de stabilisation en Afrique centrale, à condition de conserver des marges d'autonomie et de crédibilité.

7. Sécurité, défense et conflictualités

L'Angola est en paix intérieure depuis la fin de la guerre civile en 2002. Le principal risque sécuritaire n'est donc pas aujourd'hui une guerre civile nationale, mais une combinaison de criminalité urbaine, de tensions sociales, de risques localisés et d'enjeux régionaux.

La criminalité constitue un risque important, notamment dans les quartiers périphériques de Luanda. France Diplomatie signale des vols sous la menace d'armes à feu ou d'armes blanches. Les conditions de sécurité doivent être appréciées de manière différenciée selon les provinces.

Cabinda constitue un point de vigilance spécifique. Les autorités françaises déconseillent les déplacements dans la ville et la province de Cabinda sauf raison impérative. Les provinces diamantifères de Lunda Norte et Lunda Sul sont également classées dans les zones nécessitant une vigilance particulière.

La proximité de l'Angola avec la RDC et son implication diplomatique dans la région des Grands Lacs donnent à la sécurité régionale une importance particulière.

Pour les opérateurs étrangers, l'Angola présente par ailleurs des atouts appréciables du point de vue sécuritaire : l'essentiel de la production pétrolière se déroule en offshore profond, ce qui limite l'exposition aux risques terrestres ; le gouvernement se montre généralement conciliant à l'égard des investisseurs internationaux, notamment dans le secteur des hydrocarbures ; et le pays n'est pas confronté à une menace terroriste identifiée. Ces éléments en font un partenaire globalement fiable pour les activités offshore, sous réserve des points de vigilance évoqués par ailleurs (Cabinda, criminalité urbaine, zones diamantifères).

L'Angola est nettement plus stable qu'au cours de son histoire récente, mais cette stabilité repose sur un environnement régional complexe et sur des fragilités internes qui peuvent se traduire par des tensions sociales et des risques localisés.

8. Risques et vulnérabilités

Le premier risque est la dépendance aux hydrocarbures. Tant que le pétrole et le gaz structurent les exportations et une part importante des recettes publiques, l'Angola reste exposé aux prix mondiaux et aux cycles du secteur.

Le deuxième risque est macroéconomique. L'inflation, le niveau de dette, les tensions sur le change et la vulnérabilité aux chocs extérieurs peuvent réduire les marges de manœuvre du gouvernement. Le ralentissement de l'inflation en 2026 constitue un signal positif, mais le niveau demeure élevé.

Le troisième risque est social. Le chômage atteint 21,3 % au premier trimestre 2026. La pauvreté reste importante, avec 39 % de la population sous le seuil de 3 dollars par jour selon la donnée reprise par France Diplomatie. Le coût de la vie et les attentes d'amélioration du niveau de vie peuvent alimenter la contestation.

Le quatrième risque est politique. Les élections générales de 2027 concentreront les tensions institutionnelles, sociales et électorales. Le fait que la CNE ait déjà engagé la préparation matérielle du scrutin signifie que la séquence préélectorale doit désormais être intégrée au suivi du risque pays.

Le cinquième risque est régional. La situation dans l'est de la RDC demeure un dossier majeur pour Luanda. L'Angola doit simultanément préserver ses relations avec ses voisins, maintenir sa crédibilité de médiateur et protéger ses intérêts sécuritaires.

Le sixième risque concerne la gouvernance et la corruption. Le FMI souligne la nécessité d'améliorer la gouvernance et de lutter contre la corruption. L'Angola reste mal classé en matière de perception de la corruption : Transparency International lui attribue un score de 32 sur 100 en 2025, le plaçant au 120e rang sur 180 pays, malgré une progression sur la dernière décennie. Cette faiblesse de gouvernance se reflète aussi dans l'indice de développement humain du PNUD, où l'Angola occupait en 2022 la 150e place sur 193 pays. Pour les entreprises, cela renvoie notamment à la transparence des procédures, à la prévisibilité réglementaire et aux conditions d'accès aux marchés.

Le septième risque est climatique et territorial. Les fortes pluies peuvent provoquer des inondations, tandis que l'étendue du territoire et les écarts de développement entre zones urbaines et périphériques compliquent l'aménagement et l'accès aux infrastructures.

9. Opportunités et dynamiques à suivre

OPPORTUNITÉS

1



Diversification économique

Développer l'agriculture, l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière, les mines, les infrastructures, les télécommunications, les services financiers et le numérique pour réduire la dépendance pétrolière.

2



Agricole et agroalimentaire

Renforcer la production agricole, la transformation et les chaînes logistiques pour diversifier l'économie, réduire les importations et créer des emplois.

3



Minière

Les diamants et autres minerais offrent des recettes et des investissements. L'enjeu est de développer des chaînes de valeur locales et une gouvernance robuste.

4



Régionale

Renforcer le rôle de plateforme entre Afrique centrale et australe grâce à sa position géographique, son accès à l'Atlantique et ses relations régionales, pour développer infrastructures, logistique et échanges.

5



Diplomatique

Le rôle de médiation dans les Grands Lacs et la présidence de l'UA en 2025-2026 renforcent l'influence de l'Angola et son attractivité économique et politique.

6



Avec la France et l'Union européenne

Une coopération ciblée dans des secteurs clés – agriculture et agroalimentaire, eau, infrastructures, santé, spatial, biodiversité – en phase avec les besoins de diversification de l'Angola.

7



Humaine

- Population nombreuse et jeune : un potentiel de marché et de main-d'œuvre, à condition de créer des emplois productifs et de renforcer le capital humain.
- Concentration urbaine élevée : environ un quart des Angolais vivent à Luanda, ce qui pose des défis d'aménagement du territoire et de services urbains.
- Capital humain et santé : alphabétisation en progression mais écart urbain/rural marqué ; amélioration de l'accès aux soins, mais le paludisme reste la principale cause de mortalité.
- Solidarité internationale : l'Angola continue de bénéficier d'une aide alimentaire et nutritionnelle (notamment via le PAM) pour les provinces du sud touchées par la sécheresse et pour les populations réfugiées.

10. Relations avec la France et intérêts français

La relation franco-angolaise repose sur un dialogue politique régulier et sur une coopération qui s'est élargie au-delà du seul secteur énergétique. La France dispose d'une ambassade et d'une section consulaire à Luanda ; environ 1 300 Français étaient inscrits en Angola en 2025.

Le secteur énergétique reste le vecteur historique le plus significatif des intérêts français en Angola. TotalEnergies, présente dans le pays depuis 1953, y opère notamment de par la plateforme de Girassol, en offshore profond, qui a permis dès ses premières années d'exploitation la production de plusieurs millions de barils. Le groupe français demeure l'un des tout premiers opérateurs pétroliers du pays et concentre une part significative de la production nationale, ce qui illustre l'ampleur des intérêts économiques français en Angola, au-delà du seul dialogue politique.

La coopération économique porte notamment sur l'agriculture et l'agroalimentaire, l'eau, les infrastructures, la santé, le spatial et la biodiversité. Plusieurs accords intergouvernementaux et mémorandums d'entente ont été signés en janvier 2025.

Cette relation présente un intérêt particulier pour les entreprises françaises parce qu'elle correspond aux priorités de diversification affichées par le gouvernement angolais. Les opportunités doivent cependant être appréciées en tenant compte du risque de change, des procédures administratives, de la gouvernance et des conditions locales d'accès aux marchés.

Pour les ressortissants français, l'exemption de visa touristique permet depuis septembre 2023 des séjours allant jusqu'à 30 jours par entrée, dans la limite cumulée de 90 jours par an, sous réserve des conditions d'entrée applicables.

La relation présente un potentiel de développement important, notamment dans les secteurs de diversification. La France peut se positionner sur les besoins de transformation structurelle de l'Angola, mais doit intégrer un niveau de risque intermédiaire à élever.

11. Lecture stratégique finale

L'Angola est un État central d'Afrique australe et centrale, stable depuis 2002 mais encore en transformation. Sa puissance repose sur ses hydrocarbures, son territoire, sa position atlantique, son poids régional et sa capacité diplomatique. Son principal avantage est de disposer simultanément d'une rente, d'une profondeur géographique et d'une influence régionale.

Mais cette puissance reste incomplètement convertie. L'Angola exporte beaucoup mais reste dépendant d'un nombre limité de produits et de marchés. Il dispose de ressources considérables mais fait face à un chômage élevé, à une pauvreté importante et à des tensions sociales. Il possède une capacité diplomatique reconnue mais doit maintenir sa crédibilité dans les dossiers régionaux.

Le défi 2026-2030 est donc la conversion : convertir la rente pétrolière en diversification ; convertir la stabilité politique en légitimité durable ; convertir le rôle régional en influence cumulative ; convertir les ressources minières en chaînes de valeur ; convertir les partenariats internationaux en infrastructures, emplois et capital humain.

Si cette conversion réussit, l'Angola peut devenir l'un des principaux pôles économiques et diplomatiques d'Afrique centrale et australe. Si elle échoue, il restera un État riche en



ressources mais vulnérable aux cycles pétroliers, aux tensions sociales et aux chocs régionaux.

Le principal risque réside dans la capacité de l'État à transformer une stabilité acquise depuis 2002 en développement économique inclusif, tout en traversant l'échéance électorale de 2027 sans dégradation significative du climat politique et social.

